



HAL
open science

Banlieusards un jour, agriculteurs toujours : les Rukuba et la ville de Jos (Nigeria central)

Jean-Claude Muller

► **To cite this version:**

Jean-Claude Muller. Banlieusards un jour, agriculteurs toujours : les Rukuba et la ville de Jos (Nigeria central). *Ferveurs contemporaines. Textes d'anthropologie urbaine offerts à Jacques Gutwirth*, réunis par Colette Pétonnet et Yves Delaporte, Collection Connaissance des hommes, L'Harmattan, pp.269-283, 1993. halshs-00004489

HAL Id: halshs-00004489

<https://shs.hal.science/halshs-00004489>

Submitted on 24 Aug 2005

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**BANLIEUSARDS UN JOUR,
AGRICULTEURS TOUJOURS :
LES RUKUBA ET LA VILLE DE JOS
(NIGERIA CENTRAL)***

Jean-Claude Muller

[Référence de publication :

Muller Jean-Claude, «Banlieusards un jour, agriculteurs toujours : les Rukuba et la ville de Jos (Nigeria central)», Ferveurs contemporaines. Textes d'anthropologie urbaine offerts à Jacques Gutwirth, réunis par Colette Pétonnet et Yves Delaporte, Paris, L'Harmattan (collection Connaissance des Hommes), 1993, pp. 269-283 [ISBN 2-7384-2240-3]

Cf. Sommaire en Open Archives : [oai:halshs.ccsd.cnrs.fr:halshs-00003996_v1](http://halshs.ccsd.cnrs.fr/halshs-00003996_v1)

URL <http://halshs.ccsd.cnrs.fr/halshs-00003996>]

Nous montrerons dans cette contribution l'influence d'une agglomération africaine nouvelle, Jos, sur une ethnie, les Rukuba, dont le centre du territoire est à quelque vingt kilomètres au sud-ouest de cette cité (fig. 1). Jos, encore un hameau vers 1909, quelques années seulement après la pénétration anglaise sur le haut plateau nigérian, est maintenant capitale de l'Etat du Plateau, Nigéria. Elle comptait près de 6 000 habitants en 1934 et un peu plus de 60 000 lors de mes enquêtes de terrain (Plotnicov 1967 : 3 et 55). Ces chiffres sont aujourd'hui obsolètes, la ville ayant subi, au moment du boom pétrolier nigérian des années 1970, une croissance phénoménale. Nous ne discuterons que de la période qui va jusqu'en 1972 et nous montrerons que la création de Jos a, paradoxalement à première vue, fortement contribué à maintenir le traditionalisme local, au moins jusqu'à cette époque, ceci pour plusieurs

* Le travail de terrain dont découle cette contribution s'est déroulé de janvier 1964 à septembre 1967, alors que l'auteur était employé par l'U.N.E.S.C.O à Jos, de mai à septembre 1968 et de novembre 1971 à février 1972, les deux derniers séjours étant respectivement financés par l'Université de Rochester, N.Y et le Conseil des Arts du Canada. Le qualificatif de banlieusards a été appliqué pour la première fois à une des populations voisine de Jos – et donc des Rukuba – par S. Diamond (1967) qui parle de « suburban primitives ».

raisons que nous allons exposer après un rapide aperçu géographique et historique.

Jos est située au sommet du haut plateau nigérian, sur une sorte d'éperon rocheux triangulaire dont les pentes bordent au nord-ouest la plaine de Zaria, siège de l'émirat du même nom, et les collines de l'émirat de Bauchi à l'est. La ville fut officiellement créée vers 1915 pour des raisons commerciales et administratives dans une brousse inhabitée qui servait de territoire de chasse à plusieurs ethnies, les Rukuba, les Jarawa, les Anaguta et les Birom. Encore dans les années 1960, des vieillards rukuba de passage en ville me disaient, se remémorant leurs expéditions cynégétiques : « Auparavant, les sabots de nos chevaux foulaient l'endroit où nous sommes ». Les Rukuba, au nombre d'environ 12 000, résident à l'ouest du haut plateau, sur des rochers surplombant la plaine de Zaria. Ces escarpements leur permirent d'échapper à la domination hausa-peule durant le XIX^e siècle, les armées des émirs de Zaria n'ayant jamais réussi à escalader les rochers sans se faire étriller. Les Anglais arrivèrent dans la région en 1903, à la recherche des gisements d'étain dont ils avaient entendu parler alors qu'ils tentaient de pénétrer le pays par le sud. Le plateau, outre un accès difficile, était peuplé par de nombreux groupes ethniques différents de faible taille démographique, dont les Rukuba, qu'il fallut conquérir un à un.

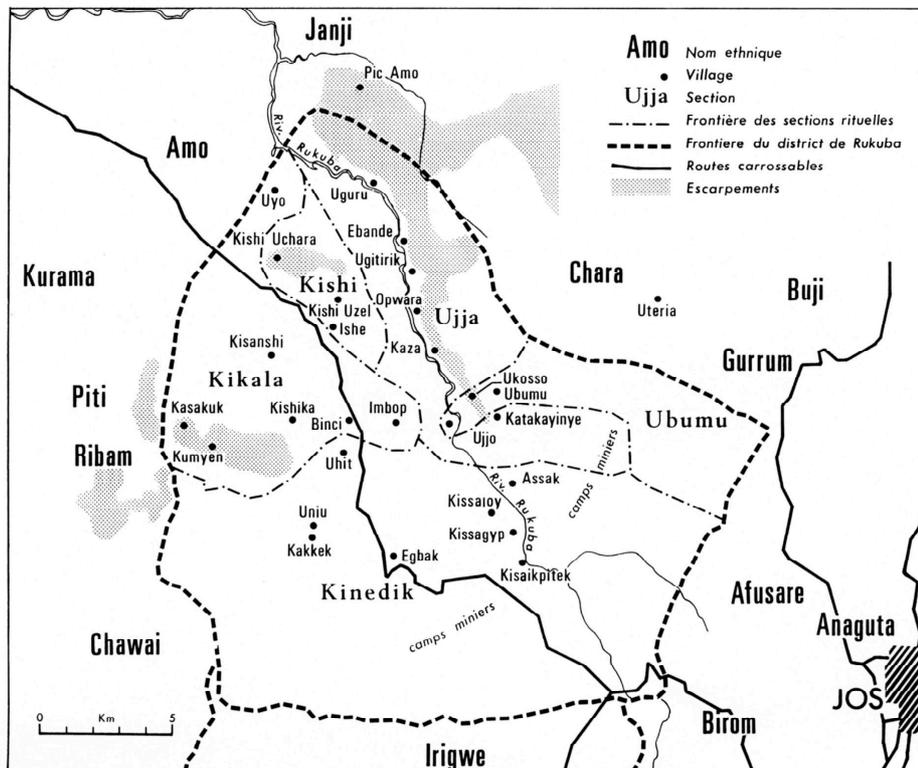


Fig. 1. Le territoire des Rukuba.

C'est en 1905 que les Anglais défirèrent les Rukuba qui entrèrent ainsi dans l'orbite du monde capitaliste. Arpenteurs et géologues sillonnèrent la contrée pour prendre des échantillons de sols et forer des puits de prospection ; des géographes et des géomètres dressèrent des cartes pour délimiter les concessions minières octroyées par les autorités coloniales. Cependant, les terres rukuba furent jugées relativement pauvres en minerai et les prospecteurs n'ouvrirent que quelques chantiers exploités par les compagnies au sud-est du territoire. La main-d'œuvre nécessaire ne fut pas recrutée sur place, sauf au tout début des opérations minières. Celles-ci consistent, encore aujourd'hui, à transporter le sol et à le laver pour recueillir le minerai par décantation, tout le travail se faisant à ciel ouvert sans qu'il soit besoin de creuser des puits profonds ou des galeries. En plus, ces chantiers étaient – et sont encore – le plus souvent temporaires. Une fois le sol lavé et décanté, les compagnies changent de place au gré des prospections. Les populations locales rechignèrent à faire ce travail, sauf lors de la saison sèche, et encore ne s'y engagèrent-elles que forcées pour payer l'impôt qui fut exigé en espèces quelques années après la colonisation. Auparavant, la capitation était levée en nature – poulets, grains, chèvres – et servait à nourrir la garnison chargée de faire régner l'ordre dans la région. Finalement, c'est le peu d'empressement des populations locales à se rendre dans les mines qui conduisit les Anglais à demander l'impôt en espèces car le seul moyen – ou presque – de se procurer de l'argent liquide était de s'employer sur les chantiers, ce qui réglait partiellement le problème de la main-d'œuvre. Cependant, l'impossibilité de garder des ouvriers durant l'année entière, tout le monde désertant dès les premières pluies pour s'adonner à l'agriculture, obligea les Britanniques à construire des camps miniers, d'importance variable selon la taille et la productivité des gisements, camps où furent employés des travailleurs d'ethnies étrangères au plateau, les Hausa semblant les plus nombreux. La demande de main-d'œuvre était telle qu'elle attira des travailleurs de fort loin ; on pouvait encore rencontrer en 1972 à Jos des Centrafricains très âgés qui étaient arrivés sur le plateau lors de l'essor économique des années 1920 et beaucoup de Tchadiens – nommés Forlomy d'après leur capitale d'alors, Fort-Lamy – travaillaient dans les mines sous cette dénomination pseudo-ethnique dans les années 1960. Plus les travailleurs venaient de loin, plus les chances de les garder étaient grandes. Mais il fallait les nourrir et cet aspect alimentaire fut une des causes de la persistance du traditionalisme chez les Rukuba : ceux-ci se mirent à cultiver davantage de leurs propres cultigènes et vendirent le surplus pour payer l'impôt. Ceci leur permettait de rester chez eux, à la maison, et de continuer à vivre selon leurs canons traditionnels. La surchauffe économique du milieu des années 1920 attira davantage d'ouvriers temporaires pendant la saison sèche – saison de plein emploi où les travailleurs permanents n'étaient pas en nombre suffisant – mais la crise mondiale des années 1930 qui suivit le krach boursier de 1929 fit se retirer sur leurs terres, pendant environ quinze ans, les Rukuba qui se contentèrent de les cultiver pour les ouvriers des mines et pour la ville de Jos.

On ne peut dire ici que la ville, économiquement parlant, ait réellement influencé les Rukuba à cette époque. Ce sont plutôt les camps miniers qui leur ont permis de rester chez eux et de « s'encapsuler », si l'on ose dire, en profitant des mines ; ils évitèrent ainsi de se rendre au loin et ne subirent pas les conséquences d'une dislocation du réseau social si répandue chez les peuples qui durent migrer sur de longues distances pour trouver du travail.

Mais à quelles sortes de cultures les Rukuba se livrent-ils ? La productivité agricole sur le haut plateau est moins élevée que dans la plaine de Zaria où plusieurs ethnies voisines des Rukuba, en particulier les Kurama fortement *hausaisés*, s'adonnent aux cultures marchandes de coton, d'arachides ou de sorgho avec une main-d'œuvre salariée comprenant, depuis 1945 environ, des Rukuba. Ceux-ci cultivent majoritairement du *fonio*, du millet tardif, du sorgho et des ignames. Les seules cultures faites exclusivement pour la vente sont, chez les Rukuba, les arachides et, éventuellement, le manioc qui sont toutes deux d'introduction récente. Encore faut-il ajouter que la plupart des hommes rukuba répugnent à cultiver les arachides car celles-ci, assimilées aux pois de terre, sont classifiées comme des cultures de femmes. La faible productivité relative des terres du plateau a donc été un frein à l'expansion des cultures marchandes sauf, dans de rares cas, lorsque les Rukuba concernés avaient leurs champs dans la plaine de Zaria. Lors d'un recensement (Muller 1980a) visant à établir la provenance de l'argent des impôts, en 1965-66, seuls deux Rukuba (2 %) déclarèrent avoir obtenu leur argent liquide avec des cultures nouvelles, l'un vendant du coton et l'autre de la canne à sucre. Significativement, ces deux hommes étaient de la portion ouest du territoire avec leurs champs dans la plaine de Zaria. Cependant, la production vivrière locale, grains (sorgho et millet tardif), haricots, ignames et taros, trouvait des débouchés faciles pour nourrir les ouvriers des camps miniers et les habitants de la ville. Une bonne partie de l'argent des impôts (plus de 30 % des personnes du recensement précité) provient de ces cultures traditionnelles que les Rukuba plantent en surplus dans ce but. Ils en sont donc restés aux espèces connues et ne se sont pas convertis aux cultures marchandes. Mais ce n'est pas faute d'avoir essayé : les Rukuba sont prompts à adopter les variétés nouvelles d'ignames, de fonio ou de taros cultivés par les ethnies voisines si elles font leur affaire. Le manioc était aussi d'introduction récente et quelques-uns en produisaient pour la vente. Mais cette culture n'était pas du goût des Rukuba et, bien que plusieurs l'eussent essayée, ils y avaient presque tous renoncé, sauf ceux qui la consacraient au marché. Mais, ceux-ci dépendant des pasteurs peuls qu'il fallait payer pour fumer les champs, les résultats étaient discutés entre producteurs, la plupart disant que les sommes et les efforts investis n'en valaient pas la peine.

On peut aussi se demander pourquoi la présence de Jos n'a pas incité les Rukuba, tous agriculteurs, à s'intéresser aux primeurs qui auraient pu se vendre exclusivement aux citadins, soit Africains soit Européens. La ville, avec son contingent important « d'expatriés », surtout anglais, était un marché potentiel pour les légumes, choux, salades, pommes de terre, tomates, aubergines de la variété dite *gaadi* en hausa (de l'anglais *garden eggs*), etc.,

ainsi que les agrumes qui pouvaient tous croître dans la région. La raison n'en était pas l'ignorance : les Rukuba connaissaient ces plantes et plusieurs m'avaient laissé entendre qu'elles faisaient maintenant partie des cultures rukuba. Ce n'est que plusieurs mois plus tard que, comme je m'étonnais de n'en avoir jamais vu, on m'assura qu'on les avait essayées, puis rejetées, parce qu'elles ne convenaient pas. Elles ne plaisaient pas aux Rukuba et ne pouvaient être vendues en ville qu'au prix d'un travail acharné. Il y avait certes aussi la concurrence : des Hausa et des Jarawa vivant en ville, ou plus près de celle-ci que les Rukuba, cultivaient des légumes pour le marché européen et pouvaient offrir chaque jour des primeurs frais devant les magasins fréquentés par les Européens ou les riches Africains. Cependant, plus que cette concurrence, c'est la distance à parcourir et le travail à investir qui écartait les Rukuba de ces activités. Il m'a fallu attendre jusqu'en 1972 pour voir un Rukuba s'engager dans cette voie : il s'agissait d'un individu qui avait près d'une rivière un jardin de tomates qu'il irriguait chaque jour pendant plusieurs heures et dont il vendait la production en ville. On le citait en exemple car il avait réussi à payer ses impôts et à se vêtir, lui et sa famille, grâce à son industrie. Un cas comme celui-ci était abondamment commenté car les Rukuba évaluent les sommes gagnées selon plusieurs paramètres : à travail égal, on peut se permettre de gagner moins si l'on reste chez soi car on évite le voyage et les frais d'entretien mais, dans le cas discuté ici, on se demandait sérieusement si les sommes gagnées valaient réellement tout ce labeur et s'il n'était pas finalement plus sage de s'en remettre au travail dans les mines. Ces questions de rentabilité relative, vues dans l'optique rukuba, couplées avec d'autres arguments, déterminaient si oui ou non ils iraient dans les chantiers plutôt que de s'engager sur les champs des Kurama de la plaine de Zaria (à cause de la bière moins chère...) ou de tenter leur chance en ville.

Mais la ville n'offrait guère d'autres débouchés que porteurs d'eau, balayeurs et autres emplois aussi mal payés qu'aléatoires et surtout d'une durée incertaine, alors que les mines donnaient du travail d'une durée déterminée. La certitude de gagner assez d'argent pour payer les impôts en s'en remettant aux mines était une assurance appréciée qui n'empêchait pas les comparaisons et les spéculations au sujet de ceux qui tentaient de faire autre chose. Si les surplus des récoltes traditionnelles ne suffisaient pas à payer l'impôt, les Rukuba allaient aux mines. Leur stratégie était d'abord de s'assurer d'une production suffisante pour la consommation familiale ; l'estimation se faisait après la récolte. Après quoi les besoins d'argent pour les impôts et l'habillement étaient comblés par les surplus vendus, et, en cas d'insuffisance, déterminaient les séjours aux mines. Cette proximité des mines et les facilités d'emploi immédiat et sûr qu'elles offraient conditionnaient l'établissement du budget annuel. Ceci explique aussi pourquoi les emplois non qualifiés en ville n'attiraient pas les Rukuba : ils devaient se mettre en quête pour les trouver alors qu'en se présentant au camion des mines le dimanche matin, ils étaient sûrs de travailler le lendemain.

Jos, cependant, a exercé une influence importante comme place de marché pour vendre les denrées produites directement par les Rukuba. Un

commerce pré-colonial existait entre ethnies, bien qu'assez faible, mais sans qu'il y eût de véritables places de marché, les transactions se faisant d'individu à individu (Muller 1972). L'établissement de camps de mines, avec des règlements stipulant qu'un « chef des bouchers » (hausa : *sarkin pawa*) devait y être recruté, permit aux Rukuba de vendre des chèvres – ou plus rarement des moutons – à ceux qui y étaient affectés. Il leur permit aussi de vendre directement du grain aux mêmes Hausa qui s'établirent dans quelques hameaux près des camps de mines rukuba aussitôt après leur installation. Mais il était toujours possible, pour les Rukuba entrepreneurs – et qui parlaient le hausa ! – d'aller directement à Jos pour vendre leur production sans y résider eux-mêmes.

C'est ici qu'il faut souligner l'importance du problème linguistique. Les ethnies du plateau parlent toutes des langages différents et mutuellement incompréhensibles ; les contacts interethniques se faisaient par le truchement de quelques rares personnes bilingues avant que le hausa ne devienne la *lingua franca*, employée par les marchands et les intermédiaires hausa. L'administration en fit aussi sa langue officielle pour les affaires locales mais, à l'époque de la conquête anglaise, les Rukuba qui la connaissaient étaient extrêmement rares. Aller en ville revenait littéralement à se rendre en territoire étranger, à moins de savoir le hausa, condition *sine qua non* pour pouvoir y vivre. C'est une seconde raison qui explique le peu d'empressement des Rukuba à participer à l'aventure urbaine : ne parlant pas le hausa – et encore moins l'anglais –, ils n'avaient rien à y gagner. De plus, Jos devint rapidement un centre administratif et commercial. Ces deux sphères d'activités furent occupées par des personnes d'origine étrangère. Les Anglais firent venir, pour remplir les emplois de bureau de la fonction publique – et c'est aussi le cas des compagnies minières – des Ghanéens, des ressortissants de Sierra Leone ainsi que des Nigériens du sud, scolarisés depuis plus longtemps. Quant au commerce (outre les firmes européennes comme U.A.C., U.T.C., S.C.O.A., C.F.A.O.), il fut monopolisé par des Syriens, des Libanais, des Indiens, des Ibo, des Ewe, des Ghanéens, des Yoruba et des Hausa. Ces derniers, de par leur position géographique proche du plateau, établirent un réseau de drainage de tous les produits qui en provenaient. Les Rukuba, comme les autres peuples voisins, n'eurent vraiment aucune chance de s'imposer, même avec la meilleure des bonnes volontés...

Mais le hausa se propagea plus rapidement lorsque les Rukuba furent obligés, petit à petit, de retourner aux mines après 1945. Les impôts avaient augmenté mais les prix des denrées vivrières restaient stagnants : il fallait vendre de plus en plus de grain pour payer l'impôt, au risque de n'en plus avoir assez pour se nourrir. Les mines leur permirent à nouveau de se sortir de ce dilemme. Les allées et venues entre Jos et le territoire rukuba ne cessèrent de prendre de l'ampleur au fur et à mesure que la ville grossissait et

que les Rukuba devenaient de plus en plus bilingues². Les Rukuba des divers villages avaient chacun un chemin particulier pour s'y rendre, chemins convergeant et se rejoignant avant de parvenir en ville. Entre 1963 et 1972, on pouvait voir, tous les matins, spécialement en saison sèche, aucun travail urgent ne pressant, des files de villageois se rendant à Jos qui avec une chèvre, qui un poulet ou des piments, etc. Les quelques shillings gagnés en allant directement en ville plutôt qu'en vendant ces produits sur les marchés locaux valaient, littéralement, le déplacement. Les Rukuba qui avaient la possibilité de pêcher du poisson (ceux de la section d'Ujja la plus proche de Jos) n'hésitaient pas à se rendre en ville immédiatement et à pied pour vendre directement au marché les quelques rares silures nains dépassant cinquante centimètres : au taux de l'époque, un seul spécimen de cette taille payait le quart de la capitation exigée de chaque homme adulte. On ne refuse pas une telle aubaine... Les denrées plus pesantes, comme le grain, étaient vendues à des Hausa. Ceux-ci les chargeaient sur les camions qui journallement ou tous les deux jours traversaient le territoire Rukuba jusqu'au centre du territoire ethnique nommé Binci. Les Rukuba eux-mêmes préféraient se passer de camion, à moins d'en avoir les moyens, c'est-à-dire d'être un employé de l'Etat ou de la Province : instituteur, assistant de dispensaire, gendarme ou garde forestier. La masse de la population comptabilisait chaque shilling qui pouvait être épargné et peu importait la longueur ou le temps du trajet. En se rendant à la ville tôt le matin, les habitants de la moitié territoriale située à l'est pouvaient, à pied, rentrer chez eux tard le soir ou alors passer la nuit chez l'un ou l'autre des rares Rukuba qui y résidaient – ou encore chez l'ethnologue – dont les vestibules étaient convertis en dortoirs. Les bicyclettes étaient assez rares ; malgré la route carrossable, peu de Rukuba avaient assez d'argent pour acheter un tel engin qui, à cause de l'état des routes, demandait constamment des réparations. Dès que la bicyclette n'était pas utilisée par son propriétaire, les membres de la famille et du clan l'empruntaient, le moyen le plus sûr de la voir réduite en pièces en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire... Ceci faisait l'affaire des Hausa qui en louaient pour la journée. Tout le monde y trouvait ainsi son compte.

Outre ces marchés miniers, somme toute très petits, et celui de Jos, les Rukuba n'avaient pas, chez eux, de place de marché digne de ce nom. Après diverses péripéties narrées ailleurs (Muller 1980 : 418-425), un marché fut ouvert en 1950 à Binci, au centre géographique du territoire rukuba, après qu'une route carrossable y ait été construite. Ce sont les chrétiens, influencés par l'idéologie missionnaire de l'époque, qui présentèrent le dossier. Selon leur doctrine, l'Afrique devait se donner une sorte de classe moyenne, formée d'artisans (charpentiers, plombiers, etc.), de commerçants et de gens instruits pour administrer le tout afin d'accéder au statut de pays développé. Chacun devait vendre et acheter – sauf le dimanche ! – pour participer à la prospérité

2. Gunn (1953 : 36) mentionne que seuls deux des sept chefs principaux savaient le hausa en 1950. Encore faut-il dire que l'un d'eux vivait près d'un marché où résidaient des Hausa et que le second l'avait appris en prison.

générale, d'où l'accent mis sur la place du marché. Mais la proximité de Jos donna à ce marché une physionomie particulière : les Rukuba les plus proches de la ville continuèrent de s'y rendre à pied alors que les habitants de la partie ouest du territoire rukuba allèrent vendre leurs marchandises à Binci plutôt qu'à Jos, s'évitant ainsi un plus long parcours. D'autres ethnies situées plus à l'ouest, les Abisi ou les Chawai, prirent aussi l'habitude de se rendre à Binci pour y vendre leurs denrées au lieu d'attendre les marchands-camionneurs chez eux. Les prix étaient d'autant plus élevés que les marchés étaient plus proches de la ville à cause des moindres coûts du transport. On peut dire, en somme, que les Rukuba se firent payer une place de marché par l'Administration Locale (*Local Authority*) pour des raisons de gloire car ce marché, très fréquenté, l'était plus pour des raisons de socialisation – échanges de commérages et consommation de bière – que pour la vente des produits proprement rukuba, la majorité des marchandises qui y étaient apportées provenant des ethnies situées plus à l'ouest.

Cette dialectique ville-campagne se refléta également dans les stratégies rukuba d'acquisition des biens d'importation. A l'époque de la conquête anglaise, les hommes rukuba n'étaient vêtus que d'un étui pénien et les femmes arboraient deux faisceaux de feuilles devant et derrière. Les hommes furent plus rapides à s'acheter des vêtements de style occidental ou hausa pour se prémunir contre les moqueries des populations habillées, ceci dès l'introduction des camps de mines, quitte à revenir au costume traditionnel une fois rentrés chez eux. L'étui pénien semble avoir complètement disparu vers les années 1940 alors que le costume féminin traditionnel resta en vigueur jusqu'en 1960 environ. Entre 1964 et 1972, j'ai pu observer *de visu* l'introduction massive de vêtements féminins que les femmes géographiquement bien placées – et qui s'étaient mises à apprendre le hausa par leur travail dans les mines – achetaient autant que possible en ville alors que leurs consœurs plus éloignées se les procuraient à Binci, comme les femmes des ethnies situées plus à l'ouest qui venaient s'y approvisionner. Ce marché était devenu, de par sa situation géographique, un maillon d'une chaîne dont Jos était le centre et les marchés périphériques de la brousse plus à l'ouest, comme Karambana en territoire Abisi ou Mariri et Garu en territoire Kurama, les étapes ultimes où les prix étaient les plus bas pour l'achat des denrées locales et les plus hauts pour la vente des marchandises importées.

Inutile de dire que chacun de ces marchés, monopolisés par des Hausa, servait aussi aux Rukuba qui n'avaient que du grain à vendre. Tous ces marchés abritaient des intermédiaires hausa qui achetaient les grains et autres denrées pesantes, et les revendaient aux transporteurs réguliers ou encore les faisaient seulement transporter pour les vendre eux-mêmes directement à Jos. Plusieurs en conservaient une petite partie simplement pour la revendre – souvent à ceux qui les leur avaient vendus ! – à l'époque de la soudure. Ce marché local de céréales indigènes était un marché fermé où les Rukuba ne purent pas plus entrer que dans les autres branches du commerce. La longue tradition hausa dans ce domaine, le capital qui leur est accessible et simplement le réseau de communication qu'ils maîtrisent (Cohen 1969), ainsi que leur

tradition de vie urbaine ou leurs contacts avec les villes, leur permirent d'entrée de jeu d'établir un monopole³.

Venons-en maintenant à la question des Rukuba résidant en ville. Plotnicov (1967 : 66) a montré que les populations locales du plateau ne formaient que 1,8 % des habitants de Jos en 1960. Ce chiffre très faible s'explique par le caractère cosmopolite de la ville, la nature des activités qui s'y déroulent (commerce, administration, services) et le fait que la langue est étrangère aux autochtones. Mais il y a tout de même quelques Rukuba qui y habitent ou y ont habité depuis la création de la province du Plateau en 1926. Les premiers Rukuba à résider en ville ne le firent pas d'eux-mêmes, mais sous l'impulsion des missionnaires et de l'administration locale. Ils bâtirent une église en territoire rukuba vers 1917 (Muller 1974), mais celle-ci avait été précédée par des visites préliminaires qui semblent avoir débuté peu après la «pacification» anglaise. La mission comptait environ cent convertis en 1935 et seulement 4 à 5 % de l'ensemble des Rukuba étaient devenus chrétiens en 1965 ; aucun, ou presque, ne devint musulman. Mais les chrétiens jouèrent un rôle important : quelques-uns des premiers catéchumènes furent envoyés en ville pour parfaire leur éducation et la mission employa certains d'entre eux à Jos même : l'exemple le plus significatif est celui du premier chef administratif, Adukucele Acadun - devenu plus tard Alhaji Abdul Rahman – qui fut élu à ce nouveau poste en 1950. Une des principales raisons données pour son élection était sa connaissance du monde moderne et de la langue hausa. Mais la plupart des ouailles de la mission devinrent instituteurs en langue vernaculaire (*vernacular teachers*) ou assistants de dispensaire et furent affectés ailleurs, dans des stations missionnaires. Ces instituteurs étaient capables d'apprendre à lire, à écrire et à compter en hausa mais ils n'avaient pas une bonne connaissance de l'anglais. Ils demandèrent que la mission ouvre une école en territoire rukuba qui enseignerait cette langue, ce qui fut fait en 1944-45. Les conséquences s'en firent sentir plus tard, comme nous le verrons.

L'administration, appelée à l'époque *Native Authority*, employa également sporadiquement à Jos de rares policiers locaux qui y furent affectés. Ce recrutement date des années 1930 et ces policiers retournèrent tous chez eux sauf un qui épousa une femme hausa, devint musulman et refusa pendant de nombreuses années de parler rukuba, arguant qu'il avait maintenant adhéré

3. Les deux seuls Rukuba qui vivaient exclusivement du commerce y avaient été initiés par des Hausa. Le premier, qui utilisait un petit moulin à grain au marché de Kakkek, avait été adopté par un Hausa qui lui avait appris à commercer lors de ses pérégrinations hors du territoire rukuba. A sa mort, son fils adoptif s'établit à Kakkek et y devint un des plus importants intermédiaires pour le trafic grainetier. Il acquit un camion d'occasion pour acheter du grain dans les marchés éloignés de la plaine de Zaria. Il parlait mieux le hausa que le rukuba, était musulman et devait sa réussite à son assimilation à la colonie hausa. Le second commerçant rukuba dont tout le monde s'accordait à vanter l'industrie avait aussi acquis son expérience au contact de Hausa avec lesquels il s'était lié. Il visitait plusieurs marchés à bicyclette par tous les temps selon un horaire rotatif qui l'amenait dans les ethnies voisines, Kurama, Abisi, Irigwe et enfin Rukuba. Il gagnait davantage sa vie dans les autres ethnies et beaucoup de Rukuba pensaient que le résultat financier de ses constants voyages ne valait pas toute la peine encourue.

à la « civilisation ». A l'époque de mes enquêtes, devenu très vieux et sollicité comme témoin oculaire à la cour rukuba pour une ou deux affaires de bornage de champs (il en avait vu les limites dans sa jeunesse et connaissait les propriétaires), il daigna se remettre à parler sa langue et à convenir qu'il était aussi – et encore – un Rukuba... Tous ces policiers savaient le hausa, au moins deux d'entre eux l'ayant appris au contact de forgerons hausa itinérants qui avaient séjourné dans leurs villages.

Mais ce sont surtout les chrétiens qui s'établirent à Jos un peu plus tard. La première promotion d'élèves qui sortit de l'école rukuba coïncida à quelques années près avec la création de l'administration de Jos telle qu'elle opérait dans les années 1960. Tous les Rukuba qui furent engagés dans cette nouvelle structure étaient passés par la mission, ce qui explique les liens étroits entre les individus scolarisés, la mission et l'administration. Quelques postes-clé de l'autorité locale (*Local Authority*) furent donnés, sur une base ethnique, à des Rukuba, et d'autres, moins importants, tels que policiers, infirmiers ou infirmières, garde-malades ou instituteurs stationnés à Jos, échurent aussi à des Rukuba scolarisés. Un certain nombre devinrent instituteurs, greffiers de cour de justice locale, mais hors de leur territoire, tandis que plusieurs firent carrière dans l'armée.

Les fonctionnaires stationnés à Jos, et aussi ceux qui résidaient dans le district rukuba, faisaient cultiver leurs terres, même s'ils y travaillaient eux-mêmes à l'occasion, par des membres de leur parenté immédiate ou de leur clan. Les Rukuba qui avaient un fonctionnaire dans leur famille appréciaient cette solution qui leur permettait de rester chez eux. En dispensant sa manne aux membres de sa famille ou de son clan, le fonctionnaire se retrouve dans la position paradoxale où ce sont ses salariés qui sont également ses obligés puisqu'il a pu leur fournir de l'argent liquide sans les inconvénients, en particulier l'éloignement, exigés par les autres emplois. Le fonctionnaire peut donc obtenir sa nourriture à moindres frais que s'il l'achetait, ce qui lui permet de dépenser plus d'argent pour ses vêtements et sa consommation somptuaire.

Mais, fait caractéristique, aucun des fonctionnaires rukuba stationnés à Jos n'envisageait d'y rester et d'y prendre sa retraite. Chacun se considère d'abord comme un membre de son village et, s'il se fait construire une maison « en dur », ce ne sera jamais ailleurs qu'à proximité de ses champs. Il n'existait que trois de ces maisons à l'époque où je commençai mon terrain : une au village de Kissaloy, bâtie par un fonctionnaire stationné à Jos, maison qui restait toujours vide ; une à Inango, appartenant à un instituteur, également à Jos, qui l'avait érigée en 1962, et une autre en construction à Kissaloy, dont le propriétaire était un policier qui allait devenir le nouveau chef administratif rukuba en 1969. Pendant mon séjour, un instituteur d'Egbak et un policier d'Inango en bâtirent chacun une sur leurs champs. Deux autres policiers, aussi stationnés à Jos, se contentèrent d'une structure traditionnelle en torchis mais avec, différence importante, un toit de tôle. Personne n'aurait eu l'idée saugrenue d'aller s'établir, comme les Hausa, à proximité de places de marché actives comme Binci ou Kakkek, le village le plus important. Les constructeurs de ces maisons m'expliquèrent qu'ils les avaient bâties là où

était leur parenté et qu'ils viendraient y résider dès leur retraite. Ce qui n'empêchait pas ceux vivant sur le territoire rukuba d'aller passer joyeusement le vendredi ou le samedi soir à Jos et de revenir pour terminer le week-end boire chez eux la bière locale...

Mais la proximité de Jos et les possibilités de commerce avantageux qu'elle offre, ne sont pas le seul attrait qu'y trouvent les Rukuba. La ville comprend plusieurs hôpitaux dont les services sont plus variés et spécialisés que ceux des deux dispensaires construits en territoire rukuba, celui de la mission et celui du gouvernement. Les Rukuba ont été attirés assez rapidement par le premier dispensaire missionnaire et les soins qui y étaient prodigués ont été un facteur important dans la conversion des premiers chrétiens. Ceux-ci, lorsqu'ils avaient des problèmes de santé qui ne pouvaient être traités par leur dispensaire, étaient envoyés à l'hôpital de la Sudan Interior Mission en ville. Cet hôpital était payant et fréquenté seulement par les chrétiens convaincus – en général plus riches – ; les traditionalistes et les gens démunis allaient plutôt à l'Hôpital Général, public et gratuit, bien que les soins y fussent de moins bonne qualité. Un autre hôpital, *Our Lady of Apostles*, était spécialisé en maternité et néonatalité ; il avait toutefois le tort d'être un établissement catholique, donc voué à Satan plus qu'à Dieu selon les fondamentalistes qui avaient le monopole de l'évangélisation chez les Rukuba. Les Rukuba chrétiens reconnaissaient cependant la supériorité de cet hôpital quant aux services d'obstétrique et de pédiatrie et ceci leur posait un dilemme : peut-on préférer des soins plus spécialisés donnés dans un hôpital d'une église concurrente, au risque de faire ainsi une infidélité à la sienne propre ? Malgré ces hésitations, il faut bien dire que les chrétiens, en majorité, fréquentaient les hôpitaux payants, les autres, par manque d'argent, se contentant des dispensaires de l'Hôpital Général.

La proximité de Jos a aussi joué un rôle extraordinaire en tant que centre de diffusion des informations politiques. Le territoire rukuba avait été partagé, peu après la conquête britannique, entre deux provinces, celle de Bauchi et celle de Zaria. En 1926, la Province du Plateau fut créée, dans laquelle les Rukuba de la Province de Bauchi furent inclus, ceux de la Province de Zaria les rejoignant seulement en 1936. Pour la première fois, tous les Rukuba étaient regroupés dans un même système administratif. Mais ce n'est qu'en 1949 qu'ils se fédérèrent aux Birom et à quelques autres ethnies voisines pour fonder une administration centrale (*Divisional Office*) qui employa, comme je l'ai mentionné, quelques Rukuba à des postes élevés. Les Rukuba scolarisés qui sortirent à ce moment des écoles missionnaires y passaient chaque fois qu'ils allaient à Jos et cette administration, qui procurait des emplois, fournissait aussi des informations afin d'en obtenir d'autres. Ce rôle de diffuseur de nouvelles se doublait des commérages habituels sur les mouvements du personnel, promotions, rétrogradations, mutations, etc., ainsi que des spéculations sur les affaires de la chefferie traditionnelle, toutes choses auxquelles les Rukuba étaient très sensibles. Ces informations d'ordre politico-administratif intéressaient directement les salariés rukuba, presque tous employés par l'administration, et aucun d'entre eux ne manquait d'aller faire

un saut à l'autorité locale pour y faire la conversation lorsqu'il avait affaire à Jos. Les événements survenant en territoire rukuba étaient immédiatement connus en ville et les décisions ou les commérages concernant ceux qui y résidaient atteignaient le territoire rukuba en quelques heures. Le siège de la cour d'appel se trouvait aussi à Jos : avant 1937, les villages Rukuba furent directement administrés par les officiers de District britanniques ; de 1937 à 1950, les chefs de village formèrent une cour centrale avant de déléguer leurs pouvoirs au premier chef administratif qui, bien que souvent à Jos, était président de la cour de justice locale. Les Rukuba mécontents de certains de ses jugements n'hésitaient pas à aller directement à Jos porter leur cas en appel, et gagnaient quelquefois. Cette situation était impensable dans des cours de justice plus éloignées et on peut aussi dire ici que les Rukuba, qui sont assez procéduriers, ont tiré de la ville le meilleur de ce qu'elle pouvait leur donner.

A part ces quelques employés permanents résidant en ville, nous avons vu que les Rukuba étaient restés en majorité des agriculteurs et que tous les emplois pour gagner de l'argent liquide étaient temporaires et de courte durée. Ces activités peuvent être facilement intégrées au calendrier traditionnel. Les Rukuba ont un cycle rituel qui s'étend, selon eux, sur quatorze ans. Cependant, contrairement à bien des peuples africains qui sont plutôt en retard sur leur horaire, les Rukuba sont en avance et le cycle complet se boucle environ tous les dix ans. A l'intérieur de celui-ci, des cérémonies d'initiation précédées par des échanges de danses auxquelles participent tous les membres d'un village sont programmées en saison sèche et les villageois concernés planifient leurs activités communautaires en conséquence. Les dates des cérémonies sont annoncées une ou deux semaines à l'avance pour que tous puissent les réserver et rester au village. L'assistance est donc nombreuse, personne n'allant travailler à ce moment-là. C'est donc la proximité des mines et de la ville couplée à des périodes de travail assez courtes qui ont permis aux Rukuba de ne rien changer de fondamental à leur cycle rituel et religieux. On peut dire que les Rukuba ont utilisé la ville pour autant qu'elle n'entraîne pas en conflit avec leurs valeurs profondes. De leur point de vue, ils en ont tiré les avantages et ont évité d'en subir les inconvénients. Mais ceci ne les empêchait pas de rêver d'une situation idéale car, même proche, la ville, vue essentiellement comme une commodité, était encore trop loin. Les Rukuba songeaient à une symbiose parfaite, à leurs yeux, entre agriculture et travail salarié. C'est la version rukuba de la boutade d'Alphonse Allais qui disait que les villes seraient plus vivables si elles étaient à la campagne : le gouvernement devrait, me dirent certains, ouvrir une usine – sans plus de précisions, et pour cause ! – au centre du territoire, à Binci, qui leur permettrait d'aller n'importe quel jour, à pied, chercher de l'argent liquide chaque fois qu'ils en auraient besoin tout en continuant à cultiver leurs champs.

J.-C. M., Université de Montréal, Département d'anthropologie

Références bibliographiques

COHEN A. :

1969, *Custom and Politics in Africa. A Study of Hausa Migrants in Yoruba Towns*, Berkeley & Los Angeles, University of California Press.

DIAMOND S. :

1967, « The Anaguta of Nigeria : suburban primitives », *Contemporary Changes in Traditional Societies, Vol. I, Introduction and African Tribes*, STEWARD J. (ed.), Urbana, Illinois University Press : 360-505.

GUNN H.-D :

1953, *Peoples of the Plateau Area of Northern Nigeria*, London, International African Institute.

MULLER J.-C. :

1972, « Quelques réflexions sur l'auto-restriction technologique et la dépendance économique dans les sociétés d'autosubsistance », *Cahiers d'Etudes Africaines* 12 (48) : 659-65.

1974, « Old wine in new wineskins. Traditionalists and Christians among the Rukuba (Benue-Plateau State, Nigeria) », *Archives de Sciences Sociales des Religions* 38 : 49-62.

1980a, « Comment s'appauvrir en se développant : Impôt et changement social chez les Rukuba (Nigéria Central) », *Revue Canadienne des Etudes Africaines* 14 (1) : 83-96.

1980b, *Le roi bouc émissaire. Pouvoir et rituel chez les Rukuba du Nigeria central*, Paris, L'Harmattan.

PLOTNICOV L. :

1967, *Strangers to the City. Urban Man in Jos, Nigeria*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.